

Paris, le 15 juin 2015

**LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE NATIONAL
POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT**

Département
des financements
déconcentrés

à

- DEFIDEC -

Dossier suivi par :

Agathe Barbieux
01 53 82 74 41

**MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS DE REGION
MONSIEUR LE PREFET DE MAYOTTE
MONSIEUR LE PREFET DE SAINT PIERRE ET MIQUELON
MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE EN
NOUVELLE CALEDONIE
MONSIEUR LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR, CHEF DU
TERRITOIRE DES ILES WALLIS ET FUTUNA
MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE EN
POLYNESIE FRANCAISE
MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE
MESDAMES ET MESSIEURS LES DELEGUES TERRITORIAUX
ADJOINTS DU CNDS**

- Pour information

**MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS DE DEPARTEMENT
MONSIEUR LE PREFET DE CORSE**

Note N°2015- DEFIDEC-05

OBJET : Mise en place d'actions dans le cadre de l'appel à projets national « J'apprends à nager »

Pièces jointes : 3 annexes

I- Le contexte

À l'issue du Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté (CIEC), le Premier ministre a rappelé la place et le rôle essentiel du sport dans le plan « Égalité et citoyenneté » du gouvernement : *« Du sport, parce que c'est par lui que dès le plus jeune âge, chacun fait l'expérience concrète des valeurs de solidarité, d'entraide et de tolérance mais aussi de l'effort, du dépassement de soi. Nous allons bâtir, avec nos partenaires, les fédérations sportives, des plans « Citoyens du sport ». Nous accompagnerons pour cela la création et la pérennisation d'emplois dans les clubs, au plus près de nos quartiers. »*

Le sport (comme la culture) a ainsi été défini comme un des outils majeurs d'intégration. C'est pour mobiliser l'ensemble du monde sportif que le Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté a décidé la mise en place d'un plan national « Citoyens du sport ».

Le sport est un formidable outil éducatif, de mixité sociale, porteur de valeurs de fraternité et de respect.

En renforçant l'accès à la pratique sportive des jeunes qui en sont le plus éloignés et en leur permettant une pratique éducative, régulière et encadrée au sein des clubs sportifs, le programme « Citoyens du sport » compte favoriser l'éducation des plus jeunes et contribuer à la mixité sociale et de genre.

Ce programme consiste à garantir que le sport joue effectivement un rôle fort et concret dans l'éducation à la citoyenneté et au vivre ensemble, mais aussi dans l'emploi, l'accès à la qualification, l'insertion, et dans une restructuration des territoires autour d'équipements sportifs.

C'est dans ce cadre qu'il a été décidé de dégager des moyens spécifiques pour soutenir des opérations d'apprentissage de la natation dans les quartiers de la politique de la ville (QPV) et dans les zones de revitalisation rurale (ZRR).

En effet, les différentes enquêtes menées dans notre pays sur la capacité à savoir nager démontrent la difficulté, sur certains territoires, d'accéder à ce savoir fondamental pour la construction de l'individu et particulièrement de l'enfant.

17 fédérations sportives sont déjà engagées dans des dispositifs de ce type, dont la Fédération française de natation. Il conviendra de s'appuyer sur les actions existantes, dont celles impulsées par les fédérations, et favoriser ainsi les partenariats locaux entre les différents acteurs.

Le Conseil d'administration du CNDS a, en conséquence, adopté le 9 juin 2015 la délibération n°2015-15 relative au renforcement du plan « J'apprends à nager ».

Ce dispositif spécifique est financé à hauteur d'un million d'euros supplémentaire sur la **part nationale 2015**. La répartition par région, présentée en annexe 1, a été calculée au prorata de la population en quartiers de la politique de la ville [QPV (50%)] et en zones de revitalisation rurale [ZRR (50%)].

La présente note de service a pour objet de présenter les modalités d'organisation de ce soutien spécifique à l'opération « J'apprends à nager ».

II- Présentation du plan d'actions

Le dispositif relatif au renforcement du plan « J'apprends à nager » prend la forme d'un appel à projets national. Il doit répondre aux critères suivants.

2.1 L'objectif

L'objectif prioritaire consiste à soutenir des stages ou modules d'apprentissage en dehors du temps scolaire.

2.2 Le financement

La gratuité pour les familles est un critère d'éligibilité.

Les crédits mobilisés pourront contribuer au financement de l'encadrement du stage et de l'assurance, des transports, de la location de bassins, de lignes d'eau et de bassins mobiles.

2.3 Le public cible

Les stages d'apprentissage devront s'adresser à des enfants âgés de 6 à 12 ans, ne sachant pas nager, résidant prioritairement dans les zones carencées : quartiers de la politique de la ville (QPV) et zones de revitalisation rurale (ZRR).

2.4 Les bénéficiaires

Les associations sportives, les collectivités territoriales ou leurs groupements, les associations et groupements d'intérêt public qui interviennent dans le domaine des activités physiques et sportives (art. R. 411-2 du code du sport).

Le Conseil d'administration a autorisé, lors de sa séance du 9 juin 2015, par la délibération n°2015-15, le CNDS à attribuer, à titre exceptionnel, des subventions de fonctionnement de la part nationale aux collectivités territoriales et aux associations locales (en plus des associations nationales), dans le cadre du plan « Citoyens du Sport », et exclusivement pour soutenir des actions s'inscrivant dans le dispositif « J'apprends à nager ».

Il conviendra, en conséquence, d'encourager les coopérations entre le mouvement sportif et les collectivités territoriales afin de favoriser l'émergence d'une offre de stages.

Par ailleurs, une même action pourra bénéficier d'une subvention au titre de la part territoriale et d'une subvention dans le cadre du présent dispositif (part nationale), à condition de viser l'augmentation du nombre d'enfants touchés par groupe ou le nombre de sessions d'apprentissage.

2.5 Les modalités d'organisation des stages

- ♦ Les stages d'apprentissage pourront se dérouler pendant les vacances scolaires, les week-ends ou lors des temps périscolaires.
- ♦ La durée minimum devra être de 10 heures et pourra être divisée en séances de 30 minutes à 1 heure selon le niveau et l'âge des enfants ainsi que les conditions de pratique.
- ♦ Le nombre d'enfants par session ne devra pas excéder 15 afin de favoriser un meilleur apprentissage.
- ♦ Les séances devront être encadrées dans les conditions de qualification prévues par le Code du sport.
- ♦ La capacité à savoir nager devra être validée à la fin du stage par la réussite au test Sauv'Nage validé par le Comité interfédéral des activités aquatiques (CIAA).
- ♦ Les stages devront être gratuits.

2.6 La démarche et le calendrier prévisionnel

📄 A partir du 15 juin 2015 : Diffusion par le CNDS aux directions (régionales) de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (D(R))JSCS de la présente note de service, accompagnée de l'appel à projets (cf. annexe 2) :

- Le dossier de candidature est composé du formulaire CERFA n°12156*03 auquel sera annexée une fiche de présentation de l'action (cf. annexe 3) ;
- Les directeurs (régionaux) de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (D(R))JSCS diffusent cet appel à projets selon les modalités qu'ils auront déterminées ;
- Les D(R))JSCS réceptionnent les dossiers de candidature, les analysent et effectuent un classement avant de transmettre la totalité des demandes au CNDS – DEFIDEC en deux vagues :
 - o Pour le 29 juin 2015 avec une transmission au CNDS pour le 6 juillet 2015 ;
 - o Pour le 18 septembre 2015 avec une transmission au CNDS pour le 25 septembre 2015.

📄 Du 7 au 10 juillet et du 28 septembre au 02 octobre 2015 : Organisation des comités de sélection chargés de désigner les dossiers qui seront financés et transmission par le CNDS aux D(R))JSCS de la liste des actions retenues.

📄 Juillet et octobre 2015 : Contractualisation du CNDS avec les structures retenues à chaque comité de sélection.

📄 30 juin 2016 : Transmission au CNDS par les bénéficiaires du bilan des actions financées

2.7 Le rôle de la D(R)JSCS

Chaque D(R)JSCS est chargée de faire la promotion de cet appel à projets (en collaboration avec les DDCCS/PP) sur son territoire. Elle veillera à sensibiliser les structures éligibles déjà investies dans ce domaine. L'annexe 2 présente les modalités d'éligibilité du projet et demeure le support exclusif (sans modification) de toute communication notamment externe.

III-Liste des personnes ressources

↳ CNDS :

- Agathe BARBIEUX, Cheffe du Département des financements déconcentrés (DEFIDEC)
agathe.barbieux@jeunesse-sports.gouv.fr / 01-53-82-74-41
- Jacques GAUCHER, Adjoint au Chef du Département des Financements Déconcentrés
jacques.gaucher@jeunesse-sports.gouv.fr / 01-53-82-74-16
- Laureen GIROUX, Adjointe au Chef du Département des Financements Déconcentrés
laureen.giroux@jeunesse-sports.gouv.fr / 01-53-82-74-42
- Gaspard MAINIE, Chargé de mission au sein du Département des Financements Déconcentrés
gaspard.mainie@jeunesse-sports.gouv.fr / 01-53-82-74-33
- Nicolas MENNETREY, Adjoint au Chef du Département des Financements Déconcentrés
nicolas.mennetrey@jeunesse-sports.gouv.fr / 01-53-82-74-59

↳ Ministère de la ville de la jeunesse et des sports - Direction des Sports :

- Bureau de la protection du public, de la promotion de la santé et de la prévention du dopage (DSB2)
DS.B2@jeunesse-sports.gouv.fr / 01-40-45-98-09

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître par écrit les éventuelles difficultés rencontrées dans l'application des dispositions de la présente note.

Je me tiens, ainsi que le département des financements déconcentrés – DEFIDEC – à votre disposition pour toute information complémentaire jugée nécessaire.

Jean-François GUILLOT

Pour le Directeur général,
et par délégation

Le Secrétaire général
Arnaud DEZITTER